



HAL
open science

L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ?

Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ?. Durand Marie-Françoise, Lequesne Christian. Ceriscope Puissance, Sciences Po - CERI, pp.1-18, 2013. hal-01044707

HAL Id: hal-01044707

<https://sciencespo.hal.science/hal-01044707>

Submitted on 24 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ?

Par Christophe Jaffrelot

- [BRICS](#)
- [Diaspora](#)
- [Hard power](#)
- [Inde](#)
- [Innovation](#)
- [Ordre international](#)
- [Politique culturelle](#)
- [Puissance](#)
- [Soft power](#)
- [Stratégie](#)
- [Asie du Sud](#)
- [Démographie](#)
- [Militaire](#)
- [Pays émergents](#)
- [Politique étrangère / diplomatie](#)

Comment citer cet article

Christophe Jaffrelot, "L'Inde en quête de puissance... mais quelle puissance et à quelle fin ?", *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne], consulté le 24/07/2014, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part4/1-inde-en-quete-de-puissance>

Note : ce texte est une version remaniée et actualisée par l'auteur d'un article paru dans Alternative Sud, 2011 (vol. 18, n°3) sous le titre : « L'Inde entre puissance et paralysie ».

L'Inde s'installe peu à peu dans son rôle de puissance émergente (Cohen 2001 ; Ganguly 2003 ; Nayar et Paul 2003). Cette notion – la puissance – est protéiforme, c'est connu ; mais l'Inde tend aujourd'hui à en vérifier tous les critères : stratégico-militaires, économiques, démographiques et même culturels et politiques. Car, pour reprendre les catégories de Joseph Nye, les attributs de sa puissance relèvent à la fois du « *hard* » et du « *soft* » (Nye 1992).

Mais si l'Inde aspire à jouer dans tous les compartiments du jeu, que veut-elle faire de cette puissance ? Quelle vision cette quête porte-t-elle ? Ces questions rencontrent généralement en Inde un silence assourdissant qui s'explique non seulement par un sens peu avouable de la *realpolitik* en rupture avec la *moralpolitik* des années Nehru, mais aussi par un réel dilemme entre l'attrait qu'éprouvent les élites pour les Etats-Unis et le désir d'être partie prenante d'une alternative souverainiste en partie héritée du non-alignement et qu'incarnent aujourd'hui les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). D'où la relative paralysie d'une diplomatie indienne qui se réfugie de plus en plus dans l'abstention, voire l'obstruction.

Le « *hard* » et le « *soft* »

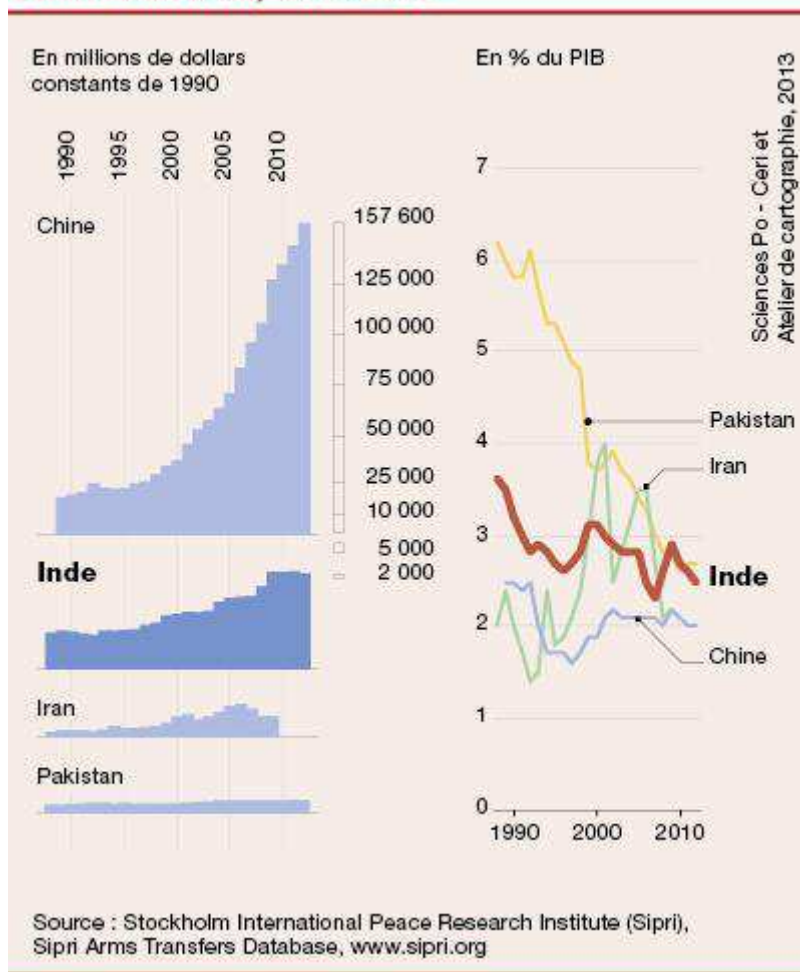
Géostratégie et force de frappe militaire

Aux niveaux stratégique et militaire, le symbole de la volonté de puissance qui anime l'Inde fut, naturellement, le quadruple essai nucléaire de mai 1998. Ce geste a hissé le pays au rang d'acteur nucléaire de fait, sinon de droit puisque, non signataire du Traité sur la non-prolifération des armées nucléaires ([TNP](#)), New Delhi a peiné à faire reconnaître son nouveau statut et a d'ailleurs été soumise à des sanctions tant en Occident qu'au Japon. Quinze ans plus tard, il est facile de mesurer le chemin parcouru car l'Inde jouit aujourd'hui d'une reconnaissance internationale bien supérieure à son statut antérieur.

En outre, si l'Inde possède seulement une centaine de têtes nucléaires, du moins dispose-t-elle de toute une gamme de vecteurs pour les acheminer, de son missile Prithvi de courte portée (150 km) à Agni III qui pourrait tirer à 3 500-5 000 km ([Pandit 2008](#)), sans même parler de sa flotte d'avions de chasse dont il sera question plus bas).

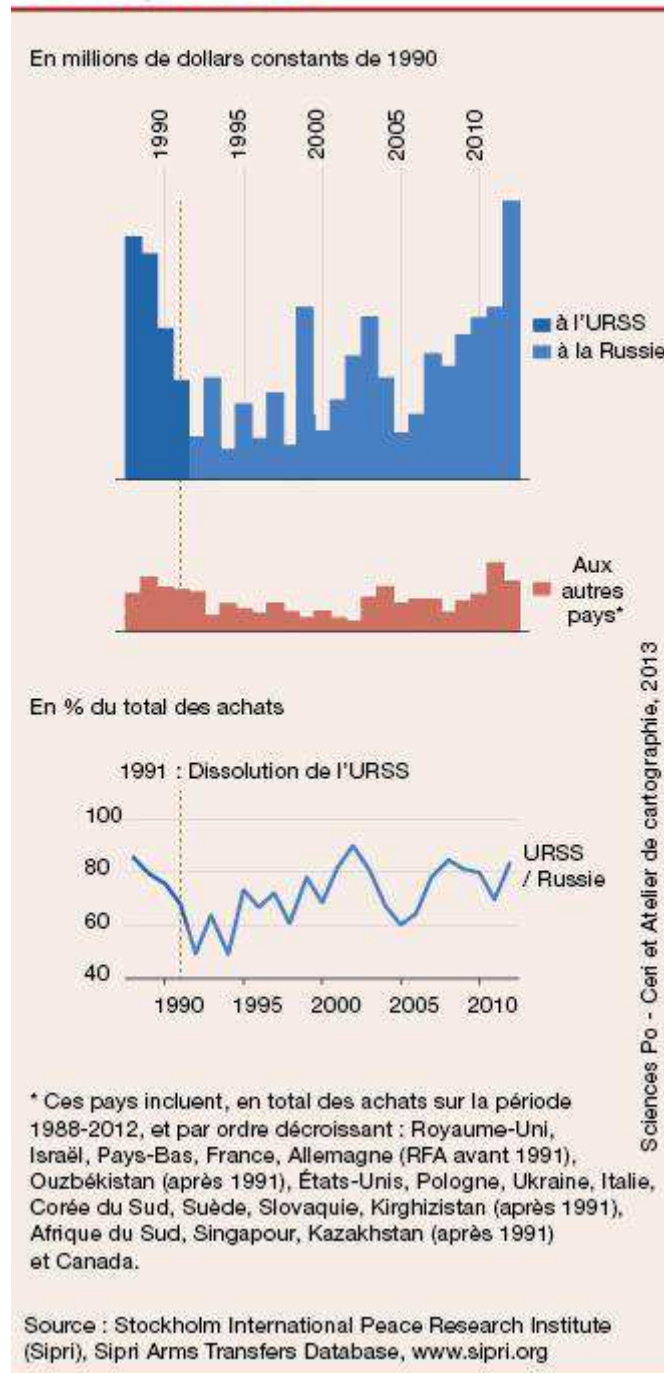
C'est que l'Inde fournit depuis la fin des années 1980 un effort financier en matière de défense des plus intenses, ses dépenses à cet égard s'établissant à 2,8 % du PIB en moyenne sur la période 1988-2011. Si on est passé de 3,5 % du PIB en 1988 à 2,3 % du PIB en 2007, [nulle tendance linéaire](#) ne se dessine et, en outre, ces pourcentages s'appliquent à un PIB en forte hausse. Ces dépenses ont permis à l'Inde de pointer au premier rang des importateurs d'armes dans le monde entre 2006 et 2011. Elle a encore dépensé sept milliards de dollars à cette fin en 2012.

Évolution du budget de la défense en Inde, 1988-2012



Cet effort a d'abord profité à l'armée de terre – la plus importante des trois armes – qui a ainsi bénéficié de l'achat de 310 chars russes T-90S. Mais l'armée de l'air a progressivement été mieux servie, comme en a témoigné l'achat de 60 Hawks Jet Trainer britanniques, de 30 Sukhoi (Su-30 MKI) – que l'Inde peut maintenant produire sous licence – ainsi que de 12 Mirage 2000 H. A quoi s'est ajoutée la modernisation de 51 autres Mirage 2000 par Thalès pour un montant de 2,7 milliards d'euros en 2011. En 2003 l'Indian Air Force a aussi acheté à Israël trois Phalcon Airborne Warning and Control Systems (AWACS) pour un montant d'un milliard de dollars. Surtout, l'Inde a lancé un appel d'offre pour l'acquisition de 126 avions de chasse, un contrat d'une valeur de plus de 10 milliards de dollars pour lequel le Rafale est le seul appareil encore en lice, Dassault étant à la manœuvre pour la conclusion d'un accord commercial. Pourquoi viser un tel contrat, sans précédent dans l'histoire de l'aviation militaire ? Parce que si l'Inde compte encore plus de 600 avions de combat, sa flotte est vieillissante et son taux d'attrition hors norme (l'Indian Air Force a perdu 1 000 appareils de 1970 à 2012, principalement des MIG-21 dont il ne reste plus que la moitié) ([Cabirol 2012](#)).

Évolution des achats d'armes de l'Inde, 1988-2012



L'accent a aussi été mis – et de plus en plus – sur les forces navales, avec l'achat en 2004 d'un porte-avion à la Russie, l'*Amiral Gorshkov*, qui se substituera au *Viraat* en 2014 (sauf retard probable), sachant que l'Inde a mis en chantier un deuxième porte-avion en 2007. Par ailleurs, l'acquisition en 2005 de six sous-marins Scorpene de fabrication française (qui devraient être livrés en 2014) portera à 20 le nombre de sous-marins conventionnels au sein d'une flotte qui compte aussi un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, 15 frégates, 24 corvettes et 30 patrouilleurs. La modernisation des forces navales n'est pas exempte de ratés spectaculaires comme en témoigne en août 2013 la perte du sous-marin INS *Sindhurakshak* avec 18 marins à bord. Malgré tout, l'Inde valorise explicitement sa marine

dans le but de se poser en gendarme de l'Océan indien qu'elle regarde – conformément à son nom – comme sa mare nostrum. En août 2009, le chef d'état-major de la marine Suresh Mehta a présidé à l'actualisation de la doctrine de la marine indienne – exercice qui n'avait pas eu lieu depuis six ans – dans des termes dénués de toute ambiguïté. Il s'agissait en effet pour lui de se doter d'une arme de dissuasion efficace (a reliable stand-off deterrent) contre les forces chinoises que l'Inde craint de voir développer des bases civilo-militaires au Myanmar, au Sri Lanka et bien sûr au Pakistan. Au-delà, cette nouvelle doctrine navale présente « la Mer de Chine du Sud, les autres zones du Pacifique occidental et les pays amis se trouvant sur ce littoral » comme « des secondes zones maritimes intéressant l'Inde » (cité dans IISS 2010), formule qui ne pouvait manquer de sonner comme une provocation aux yeux des Chinois.

Au-delà de l'Océan indien, cette force de frappe doit permettre à l'Inde d'établir un certain contrôle le long d'un arc de crise courant de l'Iran à l'Asie orientale et passant par l'Asie centrale, où l'Afghanistan constitue un point de fixation. D'où, notamment, l'ouverture d'une base aérienne militaire au Tadjikistan, la première à l'étranger. D'où aussi le resserrement des liens de l'Inde avec des pays de l'Asie du Sud-Est comme Singapour – et, au-delà, le Japon qui voit en l'Inde un partenaire dans ses efforts pour contenir l'expansion chinoise ([Jaffrelot 2013](#)).

Pays émergent et géant du high-tech

La nouvelle force de frappe de l'Inde a été rendue possible par les importantes marges financières résultant de l'accélération de la croissance économique qui a fait passer le produit national brut indien devant celui de la Russie en 2002. Dix ans plus tard, le ralentissement de la croissance (le taux de référence en la matière est passé sous la barre des 6 % en 2012-2013 et s'appête à passer sous celle des 5 % avec une roupie en chute libre) s'est traduit par des coupes sombres (y compris dans le budget militaire qui n'est de toute façon traditionnellement pas dépensé du fait de lenteurs politico-bureaucratiques), mais les années 2000-2011 ont été fastes. Alors que, de 1950 à 1980, le pays enregistrait en moyenne un taux de croissance de 3,5 % par an, il a « tourné » au cours de la dernière décennie à un rythme de 7,5 % annuels, une performance que seule la Chine a dépassée. La dynamique économique profite en particulier aux grandes entreprises, dont certaines deviennent d'importantes multinationales, comme [Tata](#), [Reliance](#), [Infosys](#), [Wipro](#)... Ces sociétés, à l'étroit sur le marché intérieur, sont désormais des puissances économiques capables d'acheter bien des actifs étrangers. En 2005, les entreprises indiennes ont déboursé 13 milliards de dollars pour s'implanter dans le monde entier, Tata ayant acheté Corus (le numéro deux de la sidérurgie européenne), Jaguar, Rover...

Moteur de cette croissance : le secteur tertiaire et, spécialement, les services informatiques, qui progressent de 30 % par an depuis plusieurs années. L'Inde se trouve désormais aux avant-postes du marché mondial des logiciels, au coude à coude avec les Etats-Unis. Les biotechnologies montent également en puissance, ce qui permet au pays de pointer au sixième rang des fabricants de médicaments génériques. Si de grandes entreprises comme [Ranbaxy](#) et [Dr. Reddy](#) ont acquis leurs positions grâce à une remarquable capacité d'adaptation – pour ne pas dire de piratage – des formules chimiques mises au point par d'autres, elles font à présent de réels efforts en matière de recherche et de développement. C'est pourquoi New Delhi plaide pour un strict respect de la propriété intellectuelle sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce ([OMC](#)) et se soumet enfin elle-même aux règles de cette dernière depuis 2005.

Son succès dans le secteur des services tend à occulter le « rattrapage » qu'a entrepris l'industrie grâce, notamment, à l'attrait croissant que le pays exerce sur les multinationales du secteur manufacturier en raison de ses faibles coûts de main-d'œuvre. Longtemps, ce raisonnement n'a concerné que les Indiens les plus qualifiés, dont la rémunération était nettement moins élevée que celle de leurs collègues étrangers. L'Inde aspirait alors à devenir le laboratoire (et le bureau) du monde tandis que la Chine en était l'atelier. Mais aujourd'hui, New Delhi fait valoir dans le domaine manufacturier des avantages comparatifs qui devraient s'affirmer à l'avenir. A la différence de la population de la Chine, qui commencera à diminuer d'ici quelques années, celle de l'Inde – que le recensement de 2011 crédite de 1,2 milliard d'habitants – continuera d'augmenter jusqu'aux années 2040, alimentant un réservoir de main-d'œuvre propre à faire baisser le niveau des salaires.

Dynamisme démographique et diaspora

La relation entre puissance et démographie n'a rien d'univoque : d'un côté, une population en forte croissance est souvent synonyme de pauvreté de masse dans les pays du Sud – et l'Inde, où 350 millions d'habitants doivent survivre avec un dollar par jour, ne fait pas exception à la règle ; de l'autre, une population en expansion est un atout, non seulement pour la raison mentionnée ci-dessus mais aussi, dans le cas de l'Inde, parce que nul ne peut ignorer un pays de 1,2 milliard d'habitants – soit 16 % de la population mondiale –, notamment pour l'immense marché que représente sa classe moyenne ([Véron et Nanda 2011](#)).

Autre élément démographique de la puissance indienne : la diaspora (Therwath 2008). Il est vrai que le départ à l'étranger d'une partie des élites et de la jeunesse étudiante s'apparente à une véritable « fuite des cerveaux » ; mais les expatriés envoient des sommes colossales à leur famille restée au pays. Leur montant est passé de 12 milliards de dollars en 1999-2000 à 21,6 milliards en 2003-2004 et à 58 milliards en 2011-2012 (c'est le record mondial).

En outre, ceux qu'on appelle les Indiens non résidents (Non Resident Indians, NRIs) constituent de véritables groupes de pression dans certains pays. Par exemple, les trois millions d'Indiens – ou personnes d'origine indienne – qui vivent aux Etats-Unis et au Canada forment un lobby propre à influencer la politique étrangère américaine. Il est vrai qu'ils ont remarquablement réussi puisque leur niveau de revenu par tête est le plus élevé de toutes les communautés ethniques avec 86 000 dollars par an d'après le recensement de 2010, quand la moyenne est autour de 52 000.

La diaspora a été – avec les milieux d'affaires – l'un des promoteurs non politiques de l'accord nucléaire indo-américain qui a marqué la dernière décennie. Dès son premier mandat, George W. Bush a voulu reconnaître à l'Inde un statut d'exception : bien qu'elle n'ait pas signé le TNP, il s'est dit prêt à permettre des transferts sensibles (y compris de l'uranium enrichi) aux Indiens en raison de leurs états de service en matière de non-prolifération et de démocratie, pourvu que l'Agence internationale de l'énergie atomique ([AIEA](#)) ait accès d'ici 2014 à 65 % des installations nucléaires, de manière à vérifier que des technologies duales ne servent pas à des fins militaires (huit des vingt-deux réacteurs indiens resteraient donc sous le seul contrôle des autorités de New Delhi qui pourraient y développer leur arsenal militaire). Bien que la ratification de l'accord en 2008 par le Parlement indien ait été laborieuse, l'Inde n'a donc fait que peu de concessions, qui n'écornent qu'à la marge sa souveraineté nationale en termes militaires et stratégiques. En revanche, le Parlement indien a assorti l'acquisition de centrales nucléaires étrangères à de telles pénalités en cas d'accident que peu de fournisseurs

restent en lice. De toute façon, la crise financière et la dépréciation de sa devise hypothèquent une telle dépense, au moins jusqu'aux élections prévues pour 2014.

« La plus grande démocratie du monde »

L'élément-clé du soft power indien – ce « deal » nucléaire en témoigne – tient à la nature du régime, l'Inde prétendant au statut de « plus grande démocratie du monde ». Le régime a peu à peu intégré toutes les composantes du jeu politique dans le processus électoral. Après l'indépendance, le Parti communiste s'en est vite remis aux institutions établies par la Constitution de 1950. De la même manière, les mouvements des intouchables ont fini, dans leur grande majorité, par emprunter la voie des urnes, suivant en cela l'exemple de leur principal leader politique, Bhimrao Ramji Ambedkar. Seuls les maoïstes du mouvement naxaliste préfèrent encore la stratégie insurrectionnelle à la règle démocratique, et ce avec un succès croissant, notamment dans la *tribal belt* du nord hindiphone (Jaffrelot [2011b](#), 2012a).

L'Inde se présente également comme respectueuse de l'État de droit et est largement reconnue comme telle en dépit des violences dont sont victimes les minorités (musulmane comme chrétienne, les dalits et les aborigènes). La justice y jouit – tout du moins en théorie – d'une réelle indépendance. La Cour suprême, dont les membres sont nommés sur proposition des juges des tribunaux régionaux et demeurent inamovibles – sauf en cas de recours à une procédure d'impeachment très complexe –, ne ménage pas les gouvernants. Dans les années 1990, l'Inde a d'ailleurs connu une véritable opération « mains propres » qui a mis de nombreux hommes politiques en difficulté. Une demi-douzaine de ministres ont même été obligés de démissionner en 1995-1996.

Cela n'a toutefois pas empêché la multiplication des affaires, les scandales financiers atteignant de nouveaux sommets. Celui concernant l'octroi des licences téléphoniques par un ministre des plus avides aurait fait perdre 38 milliards de dollars à l'Etat.

L'image et les lettres au service du rayonnement culturel

Dans la définition du *soft power* formulée par Joseph Nye (1992), le rayonnement culturel – d'abord décelé comme l'une des ressources de « l'empire américain » – occupe une place de choix. En Inde comme aux Etats-Unis, il s'adosse d'abord à l'industrie du cinéma. Bollywood – contraction de Bombay (la ville où se trouve une majorité des studios) et de Hollywood – produit en effet un nombre de films record, ces réalisations n'étant plus seulement destinées au public local mais aussi aux marchés étrangers. Sans que ce cinéma puisse concurrencer les modèles sociaux véhiculés par les grandes majors américaines, il s'exporte plus que le septième art de bien des pays occidentaux, en particulier vers les pays accueillant une forte immigration indienne, de l'Afrique subsaharienne à l'Asie du Sud-Est en passant par le Moyen-Orient.

Dans une veine moins populaire mais pas élitiste pour autant, la littérature indo-anglaise a créé un genre nouveau dont l'attrait auprès des lecteurs occidentaux ne faiblit pas : Salman Rushdie (prix Booker 1981), Arundathi Roy (prix Booker 1997 qui a vendu plus de deux millions d'exemplaires du Dieu des petits riens), Jumpa Lahiri (prix Pulitzer 2000), Rohinton Mistry, Vikram Seth, Amitav Ghosh (prix Médicis étranger), Arvind Adiga (prix Booker 2008), Kiran Desai (prix Booker 2006)... raflent bien des prix littéraires et décrochent des contrats mirobolants auprès des grands éditeurs anglo-saxons. Or, s'ils n'habitent plus toujours en Inde, ces auteurs parlent du pays de leurs origines avec un brio tel qu'ils le

rendent familier au reste du monde : faire ainsi entrer une société et sa culture dans l'imaginaire des autres, c'est déjà exercer un pouvoir sur eux.

La puissance à quelles fins ou les hésitations d'un pays « attrape-tout »

Si l'Inde possède aujourd'hui les principaux attributs de la puissance, l'usage qu'elle entend faire de cette dernière ne se déduit pas clairement des discours officiels ni de sa pratique diplomatique. New Delhi semble en effet renoncer à sa moralpolitik d'antan au profit d'une nouvelle realpolitik et poursuivre simultanément deux stratégies difficilement compatibles : se rapprocher des Etats-Unis d'un côté et se poser en clé de voûte des BRICS – un club aux positions souvent anti-occidentales – de l'autre. D'où une certaine paralysie et des difficultés à se faire entendre sur la scène internationale.

L'héritage dilapidé de Gandhi et de Nehru ?

L'Inde d'hier était réputée pour sa vision idéaliste du monde. Elle se disait tiers-mondiste. Elle défendait une philosophie de non-alignement et rejetait l'affrontement du modèle soviétique et du capitalisme au nom d'une troisième voie d'inspiration gandhienne. Elle prônait la solidarité des jeunes nations, l'émancipation des peuples colonisés et la non-violence – y compris à travers la dénucléarisation de l'Asie.

Il y avait de l'idéalisme, et même de l'utopie, dans cette posture que Nehru incarna pendant les dix-sept années qu'il passa à la tête du gouvernement, de 1947 à 1964 – une période au cours de laquelle le Premier ministre conserva le portefeuille des Affaires étrangères. Nehru inscrivait sa diplomatie dans une forme d'humanisme parce que son nationalisme était indissociable d'un universalisme viscéral. Il tirait cette immense qualité des influences occidentales qui l'avaient façonné en Europe, mais aussi de Gandhi, son père spirituel dont il disait en 1946, avant même que l'Inde n'accède à l'indépendance :

Gandhi était un nationaliste passionné ; c'était aussi, en même temps, un homme qui se sentait porteur d'un message non seulement pour l'Inde, mais pour le monde, et il désirait ardemment la paix mondiale. Son nationalisme avait donc une portée universelle et restait libre de toute intention agressive. A souhaiter l'indépendance de l'Inde, il en était venu à penser qu'une fédération mondiale d'Etats interdépendants était le seul objectif juste, si lointain qu'il puisse être. » (Nehru 2002)

Une fois au pouvoir, Nehru mettra cette approche gandhienne en pratique en tirant argument de la manière dont l'Inde était parvenue à se libérer du joug britannique. En 1955, il confie au journaliste Tibor Mende qu'au cours du mouvement anticolonial, les Indiens ont « lutté non pas sur le plan militaire – nous ne le pouvions pas – [mais] d'une manière pacifique. Pour un certain nombre de raisons, nous avons réussi. Nous sommes donc enclins à attacher moins d'importance aux solutions militaires qu'aux solutions pacifiques... » (Mende 1956). D'où l'appel de Nehru : « Le désarmement devrait être bilatéral, ou multilatéral... Tout le monde devrait désarmer » (*ibid.*).

Ces propos reflètent une moralpolitik, c'est-à-dire une vision du monde et des principes, qui tranche avec la realpolitik des gouvernements indiens qui se sont succédés depuis les années 1990. L'actuel Premier ministre, Manmohan Singh, a par exemple justifié sa politique pro-américaine indépendamment de toute référence à des valeurs lorsque ses alliés communistes lui ont reproché les chaleureuses félicitations qu'il avait adressées à George W. Bush après sa réélection en 2004 :

Il faut regarder la réalité en face. Les relations internationales sont affaire de puissance et les puissances ne se valent pas. On n'échappe pas à la réalité. Il faut utiliser le contexte international au mieux de nos intérêts. Il est indispensable de se rapprocher des Etats-Unis. Les Etats-Unis jouent un rôle de premier plan dans l'économie mondiale et la politique internationale. Nous ne pouvons pas l'ignorer. » (*The Hindu* 8 novembre 2004)

De grande pourvoyeuse d'éthique, l'Inde tend donc à devenir un héraut de l'approche réaliste en relations internationales. Ne risque-t-elle pas d'y perdre son âme ? Les décideurs indiens auxquels on pose la question aiment à répondre par une autre question : l'Occident les a-t-il écoutés lorsque, fidèles aux principes gandhiens (et nehruistes), ils ont prôné le pacifisme ? Cette réplique est parfaitement fondée car l'Inde n'a pas été prise au sérieux tant qu'elle a parlé de « bons sentiments » ; il lui aura fallu procéder aux essais nucléaires de 1998 pour que le regard des puissants de ce monde change enfin.

La question initiale n'en demeure pas moins, surtout que l'Inde a tourné le dos à certains de ses amis démocrates d'hier. L'exemple de la Birmanie est ici des plus frappant. En 1988, l'Inde avait pris fait et cause pour Aung San Suu Kyi, l'égérie du mouvement pour la démocratie contre la junte militaire qui venait de s'emparer du pouvoir. Cinq ans plus tard, l'Inde s'est rapproché de cette dernière pour toute une série de raisons : New Delhi souhaitait éviter que le Myanmar n'entretienne une relation trop exclusive avec la Chine, l'armée indienne comptait sur la junte birmane pour l'aider à réprimer les séparatistes des tribus Naga au Nagaland (un Etat de l'Inde frontalier du Myanmar) et des considérations économiques entrèrent en ligne de compte lorsque l'Inde manifesta son intérêt pour les ressources gazières de son voisin ([Egreteau 2003](#)).

La révolution qui travailla le Népal dans les années 2000 fut aussi l'objet de calculs à plusieurs bandes. Jusqu'au dernier moment, New Delhi a recommandé au roi Gyanendra de lâcher du lest pour rester en poste, ne serait-ce que sous une forme honorifique. Le gouvernement indien a donc soutenu l'ultime plan de sauvetage de la monarchie, proposé par Gyanendra le 21 avril 2006, alors que la royauté allait être balayée par la rue. En cela, l'Inde a suivi jusqu'au bout la ligne des Etats-Unis qui estimaient qu'il n'était pas utile de convoquer une assemblée constituante au Népal et qu'il suffisait au roi de jouer le jeu de la Constitution de 1990 à l'origine d'une monarchie constitutionnelle attribuant de larges pouvoirs – notamment la direction de l'armée – au souverain. New Delhi et Washington ont opéré une remarquable volte-face lorsqu'il leur est apparu qu'une telle assemblée serait, en fait, l'instrument privilégié d'une intégration des maoïstes au processus démocratique ([International Crisis Group 2006](#)).

Certes, en Afghanistan, l'Inde soutient des démocrates, mais cette démarche est autant stratégique que fondée en valeur, l'objectif premier de New Delhi étant de resserrer ses liens avec le président Hamid Karzai et tenir les Talibans en respect pour éviter que le Pakistan n'ait à nouveau un allié à Kaboul. C'est pourquoi l'Inde est devenue le sixième pourvoyeur d'aide de l'Afghanistan (après avoir déboursé deux milliards de dollars depuis 2001), y a envoyé 4 000 expatriés qui ont notamment construit la route Zaranj-Delaram, développé un hôpital pour enfants à Kaboul ainsi qu'un réseau électrique et bâti le parlement ([Pant 2012](#)). En parallèle, l'Inde a déjà formé 700 Afghans (diplomates, ingénieurs, enseignants) et s'apprête à former 150 officiers de l'Armée nationale afghane dans le cadre d'un partenariat stratégique signé en 2011 au grand dam d'Islamabad.

Le passage d'une certaine *moralpolitik* à une forme de *realpolitik* se double d'une autre tension entre un certain tropisme pro-américain et le souci de rester partie prenante de

l'ancien tiers monde à travers, notamment, une participation active aux groupements des pays émergents qui bouleversent aujourd'hui la diplomatie mondiale.

Quel ami américain ?

Les signes d'un rapprochement croissant entre New Delhi et Washington se sont multipliés dans les années 2000. Les manœuvres militaires conjointes entre les deux pays ont gagné en ampleur. En 2005, George W. Bush et Manmohan Singh ont conclu un accord dit d'« *open skies* » afin d'intensifier les liaisons aériennes entre les deux pays. Peu avant, l'Inde s'était empressée de rejoindre la coalition des donateurs lancée par les Etats-Unis après le tsunami du 26 décembre 2004, signe de sa propension à suivre les initiatives américaines plutôt qu'une démarche multilatéraliste. Enfin, en juin 2005, les deux pays ont établi un partenariat stratégique en matière de coopération militaire. Le nouveau cadre pour la coopération militaire entre l'Inde et les Etats-Unis (New Framework for the US-India Defence Relationship) signé à Washington le 28 juin 2005 par le ministre indien de la Défense, Pranab Mukherjee, et son homologue américain Donald Rumsfeld prévoyait notamment des transferts de technologie concernant le matériel militaire – y compris des missiles balistiques – ainsi que des opérations de maintien de la paix dans des pays tiers.

Ce rapprochement, du point de vue indien, s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, depuis le 11 septembre 2001, de nombreux responsables indiens considèrent que les Etats-Unis se retrouvent dans une situation comparable à la leur : pour New Delhi, les Américains sont à leur tour victimes des mêmes réseaux islamistes, dont les sources sont à chercher sur le terrain pakistanais. Au-delà, l'Inde apprécie la coopération que Washington lui propose. Dans le domaine agricole, les Américains s'engagent à aider leurs partenaires à accomplir une « révolution verte de deuxième génération ». Par ailleurs, ils se disent prêts à leur offrir les techniques nécessaires au traitement de leur charbon pour le rendre plus performant et moins polluant. Enfin et surtout, les Américains ont aidé l'Inde à développer potentiellement ses capacités en matière d'énergie nucléaire (voir *supra*).

L'arrivée de Barack Obama au pouvoir en 2008 s'est d'abord traduite par un certain rafraîchissement des relations entre l'Inde et les Etats-Unis. De nombreux observateurs indiens ont relevé que le nouveau président américain avait choisi de faire le voyage à Pékin à l'automne 2009 avant de rendre visite aux autorités indiennes. Surtout, ils s'étaient indignés du communiqué publié à l'issue de cette visite dans lequel on pouvait lire que la Chine avait vocation à contribuer à la paix en Asie du Sud. Cette formule avait été perçue en Inde comme une invitation de Barack Obama à former un duopole sino-américain en Asie, le fameux G2 dont on parlait alors beaucoup.

Dans ce contexte, Manmohan Singh s'était en un sens invité à Washington, où Obama, à peine revenu de Pékin, l'avait reçu avec beaucoup d'égard, sans que l'Inde retrouve pour autant le type d'attention que lui prêtait George W. Bush, l'homme de l'accord nucléaire. Un an plus tard, en novembre 2010, Barack Obama a accompli une tournée asiatique qui tournait le dos à la Chine, ses escales indienne, indonésienne, sud-coréenne et japonaise étant même réservées à des pays plutôt inquiets de la montée en puissance de l'empire du Milieu. Le président américain y a mis les formes, qualifiant même le partenariat indo-américain d'« indispensable ».

Ce rapprochement s'est traduit par une certaine érosion de l'esprit du non-alignement (que le rapprochement indo-soviétique, consacré par le traité d'amitié de 1971, avait d'ailleurs en son

temps déjà manifesté dans un sens opposé, anti-américain). C'est ainsi que New Delhi a fait un geste pour isoler un pays traditionnellement proche : l'Iran. C'est sans doute en raison de pressions américaines que l'Inde a voté contre l'Iran à deux reprises à l'AIEA (2005 et 2009) et que le groupe Reliance, troisième fournisseur de l'Iran en 2008, a cessé le raffinage à destination de l'Iran en avril 2009. La part des importations d'hydrocarbures indiennes en provenance d'Iran est passée de 11 à 7,5 % de 2011 à 2012 ([Mehdudia 2013](#)). Mais l'Inde ne souhaite pas s'aliéner l'Iran et participe à la construction d'un port en eau profonde à Chabahar qui lui donnerait accès à l'Afghanistan (prenant ainsi le Pakistan à revers) et ferait contrepoids à Gwadar, autre port en eau profonde du Balouchistan pakistanais, à proximité du détroit d'Ormuz, géré par les Chinois depuis mars 2013. New Delhi prend aujourd'hui le risque de déplaire à Washington en s'approvisionnant en pétrole iranien de manière à réduire sa facture pétrolière et en refusant d'intervenir contre Bashar el Assad, l'allié de Téhéran – et, surtout, un rempart contre le sunnisme militant.

L'Inde, pilier de la diplomatie du « ni-ni » des pays émergents

Si l'Inde se rapproche des Etats-Unis dans un cadre bilatéral, elle s'oppose généralement à eux au sein des instances multilatérales. Cela est apparu clairement lors de plusieurs rendez-vous onusiens au cours des années récentes. Au sommet de Copenhague sur le climat en 2009, l'Inde pouvait conserver le bénéfice du doute car Obama n'était pas lui-même en faveur du projet initial – principalement d'origine européenne – que rejetèrent les pays émergents, dont l'Inde. Mais au sein du Conseil de sécurité, dont l'Inde est devenue un membre non permanent en 2011, elle ne s'est pas ralliée à la résolution 1973 en faveur d'une intervention en Libye que soutenaient les Occidentaux (dont les Américains) ; elle a préféré s'abstenir. Elle a fait de même quelques mois plus tard à l'AIEA lorsque le cas de la Syrie a été débattu alors que la question technique inscrite à l'ordre du jour – la construction par Damas d'un réacteur nucléaire non déclaré – en masquait une autre, bien plus politique : la répression sauvage de son peuple par Bashar el Assad.

Dans un cas comme dans l'autre, l'Inde s'est trouvée en phase avec d'autres pays émergents comme le Brésil, en compagnie duquel elle participe à deux « clubs », [IBAS](#) (Inde, Brésil, Afrique du Sud) et BRICS, dont l'orientation anti-occidentale tend à s'affirmer ([Jaffrelot 2012c](#)). Cette évolution est particulièrement nette dans le cas des BRICS. Ces pays ont organisé un premier sommet en juin 2009 à Ekaterinbourg (Russie). La résolution finale, encore très vague, appelait à la formation d'un monde multipolaire. Le deuxième sommet, tenu à Brasilia en avril 2010 évoqua de façon plus précise des questions géostratégiques comme celle de l'Iran à propos duquel les BRIC (à l'époque l'Afrique du Sud n'en n'était pas) s'entendirent pour considérer que les sanctions n'étaient pas une solution. Si ce point de vue ne ressortait pas du communiqué final, celui-ci se concluait par un paragraphe appelant à la réforme des institutions internationales, alors qu'une motion préalable appelait à une réévaluation de la place de l'Inde et du Brésil – candidats à un siège au [Conseil de sécurité](#) – au sein du système onusien.

Les BRICS s'opposèrent aussi frontalement à la domination occidentale en vertu de laquelle les postes de patrons du Fonds monétaire international ([FMI](#)) et de la [Banque mondiale](#) reviennent de manière traditionnelle, respectivement à un Européen et à un Américain.

Dans cette même veine, le troisième sommet, organisé à Sanya en Chine, a marqué une certaine radicalisation. Non seulement la nécessité de réformer le système onusien – y compris le FMI et la Banque mondiale – a été clairement réaffirmée, mais en outre [les BRICS](#)

[se sont prononcés](#) contre toute intervention en Syrie en vertu du respect de la souveraineté stato-nationale.

Si, dans le passé, ce principe (au cœur de la philosophie du non-alignement) n'a pas empêché Nehru de prendre des positions courageuses au nom d'idéaux hérités du gandhisme, l'Inde actuelle se réfugie volontiers dans l'abstention ou le « ni-ni ». Non seulement elle a agi ainsi à l'[ONU](#) lorsqu'elle a siégé en 2011-2012 comme membre non permanent, mais elle a justifié son inaction en des termes édifiants. Qu'on en juge plutôt.

En août 2011, alors que l'Inde assurait la présidence tournante du Conseil, une délégation comprenant un représentant de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud s'est rendue à Damas pour, au final, renvoyer dos à dos le régime de Damas et ses victimes sans demander plus que la fin des violences. Quelques semaines plus tôt, l'Inde avait reçu le vice-ministre syrien des Affaires étrangères pour se laisser dire qu'il ne fallait pas se fier à la « propagande occidentale ». Le 5 octobre, les trois pays membres de l'IBAS se sont à nouveau abstenus lorsqu'enfin une résolution a été soumise au vote du Conseil de sécurité. Pourtant, cette résolution écartait toute idée de sanctions et se contentait de prévoir des « mesures » bien vagues si la répression – déjà responsable de 2 700 morts – se poursuivait. La résolution était de toute façon vouée à l'échec en raison du veto annoncé de la Chine et de la Russie.

Le rejet d'interventions extérieures dans un cas aussi particulier que celui de la Syrie semble refléter les limites de l'engagement de l'Inde en faveur des droits de l'homme. Dans une conférence publique du 11 août 2011 à New Delhi, le National Security Advisor du Premier ministre indien, Shiv Shankar Menon, a justifié la politique de son pays à l'égard de la Syrie dans des termes éloquents :

Avons-nous la responsabilité de promouvoir la démocratie et de nous battre pour nos valeurs à l'étranger ? Oui et non. Oui si nous avons les moyens de réussir à coup sûr. Et oui si avoir des démocrates à nos frontières contribue à créer l'environnement pacifique dont nous avons besoin ». Mais, objectait-il dans le même souffle – alors qu'il venait déjà d'énoncer des conditions fort restrictives – « on ne peut pas forcer un peuple à être libre ou à pratiquer la démocratie ». Et d'enchaîner avec une phrase visant l'Occident de manière à peine voilée : « Nous avons vu comment des formules ronflantes telle que 'le droit [sic] de protéger' ont été évoquées de manière sélective – et appliquées de façon brutale – dans la poursuite d'un intérêt égoïste, donnant une mauvaise image aux interventions internationales et humanitaires. » ([Menon 2011](#), nous traduisons)

En mars 2012, lors du sommet de New Delhi, alors que le bilan humain du conflit syrien avoisinait les 30 000 victimes, les BRICS – dont l'Inde qui « jouait à domicile » et avait donc une voix prépondérante – réaffirmèrent à propos de la Syrie les mêmes principes qu'à Sanya à propos de la Libye : « Les intérêts du monde seront mieux protégés en traitant cette crise par des moyens pacifiques qui promeuvent un large dialogue national reflétant les aspirations légitimes de toutes les sections de la société syrienne et respectent l'indépendance de la Syrie, son intégrité territoriale et sa souveraineté ».

Aujourd'hui, l'Inde semble au carrefour de deux lignes de force, l'une située sur l'axe pro/anti-occidental, l'autre située sur l'axe interventionisme à but humanitaire/respect pragmatique des souverainetés nationales. Cette tension l'amène à se réfugier plus qu'à son tour dans l'abstention (ce qui distingue l'Inde de la Russie et de la Chine qui, elles, mettent volontiers un veto à toute résolution de l'ONU à propos de la Syrie, voir [Jaffrelot 2012d](#)). Son ambivalence peut s'expliquer de plusieurs façons.

Premièrement, l'Inde cherche à être l'ami de tous pour maximiser les opportunités en tous genres suivant une doctrine désormais baptisée « autonomie stratégique » qui rappelle l'esprit

d'indépendance dont témoignait déjà le non-alignement de Nehru ([Centre for Policy Research 2012](#)). À l'instar des « partis attrape-tout » qui s'efforcent de mordre sur tous les électorats dans la politique nationale, l'Inde se veut un pays « attrape-tout » sur la scène internationale. Cette stratégie est particulièrement prononcée aujourd'hui en raison des objectifs économiques que Manmohan Singh assigne à la diplomatie :

J'ai toujours dit que la politique étrangère est essentiellement un instrument au service de politiques de développement. Le principal défi auquel est confronté notre pays, c'est de se débarrasser, de la pauvreté chronique, de l'ignorance et des maladies qui touchent encore des millions de gens. Nous avons besoin d'une économie forte [...] Qu'il s'agisse d'améliorer nos relations avec les Etats-Unis ou avec la Chine ou d'explorer le potentiel de coopération avec d'autres pays en développement, en Afrique ou en Amérique latine, je pense que l'objectif est chaque fois d'utiliser toutes les opportunités pour étendre nos contacts économiques et autres avec différents pays. » (Singh 2006, nous traduisons)

Deuxièmement, et cette explication est le symétrique de la précédente, l'Inde ne se veut l'allié de personne, pour mieux protéger ses intérêts, ce qu'elle appelle l'« *enlightened self-interest* » ou, ce qui revient au même, son indépendance nationale. Elle se voit comme l'incarnation d'une civilisation d'une épaisseur telle qu'elle ne saurait se lier les mains par des traités. Fondamentalement nationaliste, cette posture se lisait déjà dans le choix du non-alignement qui ne renvoyait pas seulement à des principes éthiques mais aussi à une conscience aiguë de l'indépendance stratégique. Il y a quatre ans déjà, en pleine lune de miel Bush-Singh, un fin connaisseur de la politique extérieure de l'Inde comme Raja Mohan mettait en garde les Américains : l'Inde pouvait être un partenaire des Etats-Unis tant qu'elle partagerait certaines de leurs priorités comme la lutte contre le terrorisme islamiste, mais ne serait jamais un allié (Mohan 2006).

L'ami de tout le monde et l'allié de personnes, proche des Etats-Unis et de leurs principaux rivaux, ses partenaires des BRICS, l'Inde perd en clarté et en capacité d'action ce qu'elle gagne en « autonomie stratégique », pour reprendre l'expression consacrée. Mais au final, l'Inde souffre d'une certaine paralysie aujourd'hui renforcée par deux autres facteurs. Tout d'abord, ses élites politiques – y compris ses diplomates professionnels – sont partagées entre le rapprochement avec l'Occident et la méfiance à son endroit, un sentiment nourri par les souvenirs de l'anti-impérialisme d'antan. Cette division recoupe en partie un conflit de génération, mais pas seulement, un vétéran comme Manmohan Singh étant sans doute plus favorable aux Américains que bien des jeunes hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères indien.

Ensuite, s'engager sur une ligne stratégique obligerait l'Inde à agir. Or, comme tant d'autres pays émergents, elle n'y est pas prête en raison, non seulement de la prise de responsabilités que cela impliquerait, mais aussi de son souverainisme obsidional. Ces deux facteurs hypothèquent en particulier toute perspective d'intervention extérieure.

S'agissant du premier, la prise de responsabilité, l'Inde a été échaudée par son aventure srilankaise. En 1987, le gouvernement de Rajiv Gandhi avait décidé d'intervenir au Sri Lanka pour séparer l'armée officielle et la guérilla tamoule. Quarante-vingt mille hommes furent déployés, mais ils ne parvinrent pas à s'imposer en arbitres et, *a fortiori* à désarmer les belligérants. L'armée indienne perdit 1 200 hommes avant de plier bagage en 1990.

Au-delà de ce traumatisme encore bien vivant dans la mémoire collective, l'Inde, comme les autres BRICS défend la souveraineté des Etats contre les interventions extérieures (ainsi que le cas de la Syrie nous l'a déjà suggéré). Ce souverainisme renvoie au souvenir de

l'impérialisme occidental passé. C'est une réaction au colonialisme (ou à l'impérialisme, cf. les traités inégaux auxquels la Chine fut soumise) qui a mis ces pays en coupe réglée pendant des années jusqu'au XX^e siècle. Un tel héritage explique d'ailleurs les doctrines déjà souverainistes en matière de politique étrangère que les jeunes nations nées de la décolonisation se sont données dans les années 1950-1960. Du non-alignement à la Nehru aux Pancha Shila sino-indiens, en passant par les principes du baron de Rio Branco, il y a là bien des traditions convergentes qui amènent aujourd'hui les BRICS à refuser un interventionnisme occidental qui a eu trop souvent tendance à se parer de principes moraux (à commencer par le fardeau de l'homme blanc) pour dépecer des proies faciles. Au XXI^e siècle, la doctrine bushiste de la « guerre préventive » et du « changement de régime » a pu être interprétée par les pays émergents comme un retour aux dérives néocoloniales dont ils avaient essayé de se prémunir. Les BRICS se méfient d'autant plus des principes onusiens tels que la responsabilité de protéger que dans le monde de l'après-guerre froide, les interventions se sont multipliées sous un prétexte ou un autre pour, au final, ruiner la souveraineté des pays visés, comme dans le cas de l'Irak.

Mais le souverainisme des émergents actuels s'explique aussi par leur volonté de régler, à l'abri des regards extérieurs, des questions délicates où les droits de l'homme (voire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) sont souvent en jeu, de la question cachemirienne à celle des Tibétains, des Ouïghours ou des Tchétchènes. Une telle hantise vaut même dans le cas de « la plus grande démocratie du monde » dont Raja Mohan attribue le refus de toute intervention en Libye à trois facteurs : la « tradition postcoloniale d'opposition aux interventions occidentales au Moyen-Orient » ; les « réticences de l'Inde à laisser la Chine apparaître comme la seule porte-parole du monde en développement en s'alignant trop ouvertement sur l'Occident » et « la stratégie indienne visant à empêcher toute internationalisation de ses problèmes internes et des conflits régionaux » (à commencer par le Cachemire) ([Mohan 2011](#), nous traduisons).

Résultat, l'Inde, comme les autres BRICS, jouent en contre sans jamais – ou presque – être des forces de proposition, non seulement parce que leur unité est très superficielle (comme leur incapacité à désigner un successeur à Dominique Strauss-Khan à la tête du FMI l'a montré), mais aussi parce que faire plus que dire « non » à l'Occident est aujourd'hui compliqué par la faiblesse des compétences techniques (l'Inde manque de diplomates qui sachent être davantage que d'excellents généralistes, comme en témoignent sa représentation à l'OMC) et la nécessité de prendre un risque politique : ne pas choisir reste la meilleure option et c'est pourquoi l'Inde (comme d'autres pays émergents) se réfugie dans l'abstention (voire dans l'obstruction). Et ce, au grand dam de bien des observateurs éclairés, notamment parmi les intellectuels indiens vivant aux Etats-Unis dont les avis ne changent visiblement rien aux orientations de la diplomatie indienne (voir par exemple Ganguly 2011 ; [Sidhu 2011](#)).

Au sein de la diaspora indienne vivant aux Etats-Unis, des intellectuels réputés ont en effet cherché à faire endosser à l'Inde le rôle de « *bridge country* » (Khilnani 2005) : proche de l'Occident – notamment du fait de l'héritage britannique dont la démocratie est le plus beau fleuron – et proche des pays du Sud – en raison de son niveau de développement –, l'Inde aurait pu être une passerelle entre le Nord et le Sud, entre l'Occident et l'Asie. Il semble aujourd'hui qu'une telle perspective soit hypothéquée par ses réticences à agir dans le monde et par son incapacité à choisir, une paralysie qui, nous l'avons vu, renvoie toutefois à un mal plus profond : le brouillage des repères éthiques qui fondaient la moralpolitik d'hier.

En Occident, certains en déduisent que l'Inde ne mérite décidément pas d'accéder au statut de grande puissance, qu'elle n'en a pas les ressources. D'autres, au contraire, en concluent qu'il faut aider ce pays au milieu du gué à compléter sa mue en le faisant entrer au Conseil de sécurité de l'ONU comme membre permanent.

Conclusion

L'Inde est à n'en pas douter une puissance émergente qui s'affirme dans tous les compartiments du jeu international, qu'il s'agisse du *hard power* ou du *soft power*, non seulement en raison de ses succès économiques – y compris dans le *high-tech* –, mais aussi de son arsenal militaire, de son dynamisme démographique, de sa diaspora et de la force de séduction de son régime démocratique comme de sa capacité d'attraction culturelle.

A l'instar d'autres pays émergents, elle semble toutefois ne pas très bien savoir à quelle fin utiliser sa puissance. Cette paralysie – dont témoigne sa tendance à se réfugier dans l'abstention lors de votes-clés des grandes instances multilatérales – s'explique d'au moins deux façons. Tout d'abord, elle a perdu le guide pour l'action diplomatique que lui avait légué Nehru à travers un ensemble de grands principes moraux eux-mêmes hérités de Gandhi. Le non-alignement – même si la formule s'adosse à une négation – n'était pas une politique abstentionniste. Il s'agissait au contraire d'une démarche pro-active et courageuse, comme la non-violence à la Gandhi. Dès lors que la *realpolitik* supplante la *moralpolitik*, exister sur la scène internationale est plus malaisé.

Or cette séquence est presque inévitable en situation d'émergence. Nehru l'admettait presque : la *moralpolitik* était la politique des faibles, des pauvres et de ceux que l'on écoute pas ; elle n'a plus sa place dans une Inde dont les intérêts se déploient aujourd'hui bien plus loin que dans les années 1950. La montée en puissance de l'Inde – comme d'autres BRICS – suggère qu'au final, les émergents diffèrent bien peu des vieilles puissances lorsqu'ils sont en mesure de rivaliser avec elles sur le même terrain. Mais il y a plus : à la différence des puissances post-modernes (en tout cas post-industrielles) que peuvent parfois être les pays européens aux yeux des Indiens et d'autres BRICS, ceux-ci ne s'intéressent pas à la production de biens publics internationaux. Ils ne voient les relations internationales qu'à travers les effets qu'elles ont sur leurs problèmes internes. D'où l'absence de stratégie extérieure, comme projet politique coordonné et orienté. Du coup, un des rares intérêts communs des BRICS est de régler leurs problèmes domestiques à l'abri des regards extérieurs. En un sens, nous sommes ramenés au Concert des Nations, modèle XIX^e siècle : logiques de l'alliance et du calcul stratégique, libre-échange, pas ou peu de biens publics internationaux et opacité mutuelle des régimes politiques domestiques.

L'Inde hésite toutefois entre la poursuite d'un rapprochement avec les Etats-Unis amorcé dans les années 2000 et une diplomatie d'inspiration anti-occidentale dont les BRICS constituent aujourd'hui un puissant véhicule. Ce dilemme s'inscrit d'une certaine façon dans le prolongement du non-alignement. Il se nourrit de la même volonté d'indépendance nationale. Mais il paraît plus pauvre faute d'un discours moral (tel que le tiers-mondisme d'hier) et plus problématique dès lors que le choix, aujourd'hui, est entre le modèle américain et un modèle chinois qui s'affirme chaque jour davantage.

Il ne faut pas sous estimer ici la force d'attraction du « Consensus de Pékin » (voir Halper 2010) sur certains secteurs des élites indiennes. D'une part, les milieux d'affaires sont sensibles à la démonstration de force du capitalisme à la chinoise. Revenant de Sanya au

printemps dernier, le directeur de l'une des grandes organisations patronales indiennes, la Fédération des chambres indiennes de commerce et d'industrie ([FICCI](#)), Rajiv Kumar observait :

Le trait du capitalisme chinois le plus remarquable à mes yeux tient dans l'effacement total de la distinction entre les secteurs public et privé. Tous deux travaillent d'une façon complètement harmonieuse sous la houlette régulatrice du Parti communiste [...] Par contraste, même dans le cas des quelques expériences de partenariats public-privé (PPP) qui existent, le capitalisme indien opère à travers une très forte division des sphères publique et privée. » ([Kumar 2011](#), nous traduisons)

D'autre part, les faucons des agences de sécurité sont parfois enclins à penser que pour résister à la Chine, la meilleure solution serait pour l'Inde d'utiliser ses méthodes. C'est ainsi que Bahukutumbi Raman prenait la défense de Narendra Modi, le chef du gouvernement du Gujarat connu pour ses méthodes autoritaires, en gardant la Chine comme point de référence :

Les résultats qu'il a obtenus, comparables à ceux de la Chine de l'intérieur – mais pas encore à ceux de la Chine côtière – démontrent que nous pouvons rattraper la Chine plus tôt que prévu à condition d'avoir les leaders manifestant le type de motivation, de détermination et de vision que Modi a montré dans le développement de son Etat. » (Raman 2011, nous traduisons)

Au-delà de la perte de repères et de l'hésitation entre une diplomatie pro- ou moins pro-occidentale, l'Inde serait donc aussi aux prises avec un dilemme dont les termes seraient le Consensus de Washington et celui de Pékin. Si l'Inde n'arrive pas à choisir entre les deux, et plus généralement entre l'Occident et « le reste » (suivant la fameuse formule, « *The West and the Rest* »), c'est sans doute aussi parce qu'elle abrite une société de plus en plus polarisée comportant à la fois des riches et des pauvres, comme il sied à un pays émergent. Si tel est le cas, son cas de conscience n'est peut-être que passager.

Au demeurant, l'Inde n'accorde pas encore un caractère prioritaire à sa politique extérieure. Comme la plupart des pays émergents, elle reste centrée sur des objectifs de développement économique : elle se construit dans la durée et n'en est que d'autant moins mûre pour un rôle de premier plan sur la scène internationale. Le simple fait que Manmohan Singh subordonne sa ligne diplomatique aux impératifs de développement économique en témoigne.

Références

- CABIROL M. (2012) « L'étrange hécatombe des avions de combat de l'armée de l'air indienne », *La Tribune*, 29 mars (<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/20120328trib000690778/l-etrange-hecatombe-des-avions-de-combat-de-l-armee-de-l-air-indienne.html>), consulté le 26 avril 2012).
- CENTRE FOR POLICY RESEARCH (2012) « Nonalignment 2.0. A Foreign and Strategic Policy for India in the Twenty First Century », New Delhi, Centre for Policy Research, (http://www.cprindia.org/sites/default/files/NonAlignment%202.0_1.pdf, consulté le 26 juin 2013).
- COHEN S. (2001) *India: Emerging Power*, Washington, Brookings Institution.
- EGRETEAU R. (2003) « [India and Burma/Myanmar relations: from idealism to realism](#) »
- GANGULY S. (dir.) (2003) *India as Emerging Power*, Londres, Franck Cass, 2003

- GANGULY S. (2011) « Enlightened self-interest or moral outrage? », *Deccan Chronicle*, 24 mars.
- HALPER S. (2010) *The Beijing consensus. How China's authoritarian model will dominate the twenty-first century*, New York, Basic Books.
- IISS (2010) *The Military Balance*, Londres, IISS.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2006) « [Nepal : from people power to peace. A policy report of the International Crisis Group](#) », n°115.
- JAFFRELOT C. (2011a) « [L'Inde entre puissance et paralysie](#) », *Alternative Sud*, vol. 18, n°3, pp. 83-101.
- JAFFRELOT C. (2011b) « [L'Etat face au défi maoïste en Inde](#) », *Les Etudes du CERI*, n°175.
- JAFFRELOT C. (2012a) *Inde: l'envers de la puissance. Inégalités et révoltes*, Paris, Presses du CNRS.
- JAFFRELOT C. (2012b) « China and India : united against the West », in W. Kristianasen (dir.), *The best of Le Monde diplomatique*, Londres, Pluto Press, pp. 90-95).
- JAFFRELOT C. (2012c) « Les pays émergents et l'Occident : luttes de pouvoir et conflits de valeurs », in Pierre Hassner (dir.), *Les relations internationales*, Paris, La Documentation française, pp. 313-327.
- JAFFRELOT C. (2012d) « Des fissures dans les BRICS », *Alternatives internationales*, n°54 (http://www.alternatives-economiques.fr/des-fissures-dans-les-brics-nbsp_fr_art_1140_58355.html, consulté le 25 avril 2013).
- JAFFRELOT C. (2013) « La mer de tous les conflits », *Alternatives internationales*, n°58 (http://www.alternatives-economiques.fr/la-mer-de-tous-les-conflits_fr_art_1197_63162.html, consulté le 24 avril 2013).
- KHILNANI S. (2005) « India as a bridging power », in P. K. Basu, B. Chellaney, P. Khanna, S. Khilnani, *India as New Global Leader*, Londres, The Foreign Policy Centre.
- KUMAR R. (2011) « [Chinese capitalism: some lessons for us](#) », *Businessline*, 16 avril.
- NAYAR B. R., PAUL T. V. (dir.) (2003) *India in the World Order: Searching for Major Power Status*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NEHRU J. (2002) *La Découverte de l'Inde*, Arles, Philippe Picquier.
- NYE J. (1992) *Le Leadership américain*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- MEHDUDIA S. (2013) « India not to halt imports from Iran », *The Hindu*, 29 mars (<http://www.thehindu.com/business/Industry/indianot-to-halt-imports-from-iran/article4562004.ece>, consulté le 26 avril).

- MENDE T. (1956) *Conversations avec Nehru*, Paris, Seuil.
- MENON S. S. (2011) « India and the Global Scene », Prem Bhatia Memorial Lecture, 11 août (<http://maritimeindia.org/article/india-and-global-scene>, consulté le 26 juin 2013).
- MOHAN C. R. (2006) « India and the balance of power », *Foreign Affairs*, vol. 85, n°4.
- MOHAN C. R. (2011) « [India, Libya and the Principle of Non-Intervention](#) », *ISAS Insights*, n°122.
- PANDIT R. (2008) « Agni-III test-fired, can reach Beijing, Shanghai », *Times of India*, 8 mai (http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2008-05-08/india/27756489_1_agni-iii-wheeler-island-miniaturised-third-stage, consulté le 25 avril 2013).
- PANT H. (2012) *India's Changing Afghanistan Policy: Regional and Global Implications*, Carlisle Barracks, PA, Strategic Studies Institute (US Army War College).
- RAMAN B. (2011) « Assertion of Youth Power in Support of Narendra Modi », South Asia Analysis Group, Paper n°4429.
- SIDHU W. P. S. (2011) « [The limits of abstention at UNSC](#) », *Mint*, 13 juin.
- SINGH M. (2006) Visit of Prime Minister Dr. Manmohan Singh to Brazil and Cuba (First IBSA Summit & XIV NAM Summit), New Delhi, Public Diplomacy Division, Ministry of External Affairs, Govt. of India, 10-18 septembre.
- THERWATH I. (2008) « La diaspora indienne aux Etats-Unis comme acteur international », in C. Jaffrelot (dir.), *New Delhi et le monde*, Paris, Autrement, pp. 110-124.
- VÉRON J., NANDA A. K. (2011) « [Recensement de l'Inde de 2011 : 181 millions d'habitants de plus en dix ans](#) », *Population et sociétés*, n°478.